

Résolution politique adoptée lors du CPN des 22 et 23 septembre

(Voir les amendements soumis par la P4 en plénière à la fin du document)

1- Cette rentrée sociale se fait sous l'égide de l'accélération la crise capitaliste - en Europe, mais aussi en France.

Quasiment tous les pays d'Europe sont touchés. Même l'Allemagne fait face désormais à un ralentissement. Pour la France, Hollande lui-même a dû reconnaître en août que "nous sommes dans une crise exceptionnelle". Effectivement : la croissance sera quasi-nulle en 2012 et tout indique que ce sera aussi le cas en 2013. Le chômage poursuit sa montée inexorable - Sapin a dû reconnaître que le cap des 3 millions est franchi (10% de la population active) et Ayrault se refuse à promettre la moindre amélioration pour l'an prochain. Et inévitablement dans ce contexte, les comptes sociaux virent au rouge : le déficit 2012 de la sécurité sociale s'avère encore plus élevé que prévu.

Sur les marchés extérieurs, la bourgeoisie française subit de plein fouet la récession des pays d'Europe du Sud et l'accentuation de la concurrence internationale, encore accentuée par la flambée du prix de l'énergie. Pour elle, un redressement passe nécessairement par des remises en cause radicales - d'où l'idée du "choc de compétitivité".

Parce qu'il lui est totalement inféodé, Le gouvernement Ayrault-Hollande fait dans ces conditions le choix de reprendre à son compte, en l'aggravant, la politique menée par le gouvernement précédent.

Il n'y a aucune remise en cause fondamentale de la politique menée par Sarkozy et son gouvernement, l'essentiel des lois antisociales et antidémocratiques du dernier quinquennat sont encore en place et le gouvernement ne s'engage en rien à les supprimer. Certes, des mesures symboliques de début de mandat sont venues nous redire que la gauche avait repris les commandes: justice des mineurs, loi sur le harcèlement sexuel, blocage des loyers, plafonnement des salaires patrons des entreprises publique, mesures qui ne doivent pas faire illusion sur la politique libérale d'Hollande.

La rentrée est dominée par la question de l'austérité et de l'emploi, avec en toile de fond la montée du chômage et de la pauvreté ces derniers mois et l'attitude indécente du gouvernement vis-à-vis du patronat, symbolisée par l'intervention du 1er ministre à l'Université d'Été du MEDEF.

Le gouvernement a pris cet été des initiatives dans la continuité de la politique raciste et sécuritaire de son prédécesseur : répression à Amiens, débat Gaudin/Valls sur l'armée dans les quartiers, expulsion des Roms, refus de toute régularisation massive des sans papiers. Il contribue au sentiment de rejet et d'exclusion de toute une partie de la population, la plus défavorisée, en particulier au sein de la jeunesse.

L'offensive islamophobe, la stigmatisation des musulmans par leur assimilation aux franges les plus intégristes et radicales de cette religion est un phénomène qui s'amplifie. Il s'agit là d'un des aspects du climat raciste qui se répand dans toutes les franges de la société. Ce long travail de division de notre camp social s'articule avec une politique anti-ouvrière du gouvernement qui en avalise l'avalanche de plans sociaux, notamment les décisions de PSA de fermer Aulnay et de supprimer 8 000 postes. Le gouvernement remet à l'ordre du jour le «coût du travail» dans les discussions syndicales à venir au travers d'accords compétitivité et enfin les contrats génération pour les jeunes qui représentent un nouvel outil pour tirer vers le bas les conditions de travail de l'ensemble des salariés, déclarations sur le nucléaire ou contre la régularisation massive des sans-papiers.

La conférence environnementale ne débouche sur aucune stratégie pour mener la nécessaire transition énergétique et écologique. Sur le nucléaire, avec le poursuite de l'EPR de Flamanville

et la seule fermeture de Fessenheim même la promesse de réduction de 75 % à 50 % d'ici 2025 ne sera pas tenue. Sur « les gaz de schiste », rien n'est changé par rapport à Sarkozy : La possibilité d'expérimentation et d'exploration avec d'autres techniques que la fracturation n'est pas écartée. Pour défendre la biodiversité, les mesures sont dérisoire au regard des enjeux ! L'agriculture chimique et le diesel cancérigène vont pouvoir continuer leur œuvre de destruction massive. Le gouvernement maintient le moratoire sur les OGM : un minimum à l'heure où des chercheurs viennent de démontrer leur forte toxicité, même à faible dose. La tarification progressive du gaz et de l'électricité ne concernera que 4 millions de ménages.

2 - L' « agenda 2014 » d'Hollande est une collection de mesures anti-ouvrières qui visent à rattraper le retard en la matière des capitalistes français sur leurs homologues d'outre-Rhin. Le terme même d' « agenda 2014 » renvoi directement aux réformes Schröder, qui ont tant coûté aux travailleurs allemands qui avaient été regroupées sous le terme d' « agenda 2010 ». Concrètement, l'idée est de provoquer un « choc de compétitivité » qui s'articule selon trois axes principaux :

- Pour le budget 2013, le gouvernement Hollande-Ayrault maintient l'objectif sarkozyen d'un retour aux critères de Maastricht (3 % de déficit budgétaire). Cette décision marque la première étape de la mise en application du TSCG et devrait se solder par des hausses d'impôts qui toucheront largement les salariés et au moins 10 milliards de coupes budgétaires supplémentaires, avec tout ce que cela implique. Un rapport sur la compétitivité des entreprises devrait être publié en octobre par Louis Gallois et aboutir ultérieurement à « une loi de finances rectificative, porteuse de mesures en faveur de la compétitivité des entreprises ».

- Le second axe consiste à flexibiliser le marché du travail, en clair à précariser massivement. Le 7 septembre, Sapin, a lancé une consultation censée mener à « une vaste réforme du marché du travail », devant se clore au plus tard en mars 2013.

- Les accords compétitivité-emploi qui visent à permettre aux patrons de faire du chantage à l'emploi pour obtenir des baisses de salaire, seront à l'ordre du jour ainsi que l' « assouplissement » des conditions de licenciement. En ce qui concerne la protection sociale, des mesures radicales seraient annoncées en fin d'année. L'idée serait de basculer sur la CSG et/ou la TVA une partie des cotisations sociales.

3- Les politiques d'austérité qui prennent dans la poche des classes populaires l'argent qui alimentent, les spéculations financières ne permettent pas de sortir de la crise économique. Les dernières prévisions confirment que la zone euro est en récession. François Hollande en a pris acte lors de son interview du dimanche 9 septembre en révisant à 0,8 % la prévision de croissance pour la France pour 2013. Fondamentalement, c'est la crise entamée en 2008 qui continue. Les objectifs d'austérité et de libéralisation ont été réaffirmés à tous les sommets européens et sont encore renforcés dans le traité budgétaire que François Hollande veut faire adopter à marche forcée au Parlement. La Banque Centrale Européenne, sous couvert de sauver l'euro, a décidé de racheter sans limite de la dette publique par l'intermédiaire du Fond de solidarité européen en réponse aux demandes des Etats les plus endettés, à condition bien entendu que les pays concernés présentent un plan d'austérité à la Troïka.

La BCE prétend ainsi leur permettre d'échapper aux taux usuraires tout à fait insoutenables que leur imposent les banques. Elle sauve ainsi les Etats de la banqueroute pour permettre à la spéculation de se poursuivre.

Les résultats de ces politiques d'austérité pour les peuples et d'impunité pour les capitalistes, les financiers, menées depuis le début de la crise sont connus : explosion du chômage, de la précarité, des inégalités, de la pauvreté ; explosion des plans sociaux, des licenciements ; baisse du pouvoir d'achat, reculs des droits sociaux... C'est cette politique qui constitue l'horizon gouvernemental.

4 - Dans le cadre de la gestion de leur crise et de la concurrence internationale, les capitalistes et le patronat mettent au cœur de leurs objectifs la restauration et l'accroissement des marges

financières des entreprises par la baisse du «coût du travail». Un grand nombre d'entreprises vont être liquidées dans les mois qui viennent pour rentabilité insuffisante et de nombreux groupes mettent en œuvre des plans de rentabilisation, d'augmentation de la productivité. Près de 100 entreprises sont menacées par ces plans de fermetures totales ou partielles, de compression d'effectifs. La CGT chiffre à 75000 le nombre d'emplois menacés par ces plans. Tous les secteurs industriels (Automobile, Chimie, métallurgie, textile) et de services (Transports, Banques, Télécoms) sont touchés. Le secteur agro-alimentaire connaît également une vaste restructuration mondiale. Doux en est la partie la plus visible par la fermeture de près de la moitié de ses sites et les impacts très directs pour un grand nombre d'éleveurs. En plus de la destruction et de la précarisation toujours plus importante des emplois agricoles (industriels et paysans), la recherche de toujours plus de profits dans l'agro-alimentaire a des conséquences lourdes sur l'environnement et notre santé. Ce triple crime social, économique et écologique est la résultante d'une stratégie de l'agro-business mondialisé.

Les femmes, comme les jeunes ou les immigré-e-s, seront parmi les premières victimes des attaques du gouvernement et du patronat. En effet, d'une part, les politiques d'austérité (en lien avec le TSCG) pèseront en particulier sur les femmes en s'attaquant aux services publics (CIVG, crèches...) et aux emplois publics majoritairement féminins. D'autre part, si les licenciements dans les secteurs industriels sont essentiellement masculins et font aujourd'hui la Une de l'actualité, il ne faut pas sous-estimer le nombre d'emplois précaires, majoritairement féminins, qui ont déjà été supprimés et tous les emplois menacés directement ou indirectement (sous-traitants dans la restauration, les entreprises de ménages, commerces, services) qui sont occupés majoritairement pas des femmes.

Le gouvernement Ayrault, malgré les déclarations de campagne de Hollande et les gesticulations de Montebourg ne compte en rien remettre en cause ces plans de rentabilisation capitaliste, attaché seulement à ce que soit respecté le « dialogue social ». La conférence sociale est pour le gouvernement le moyen de faire avaliser par une partie du mouvement syndical des régressions profondes comme le remplacement des cotisations de Sécurité sociale par la CSG. Ayrault envisage aussi de ressusciter la TVA « sociale » mise en place par Sarkozy et supprimée en juillet. La contre-réforme du financement de la Sécu, sa fiscalisation, est à l'ordre du jour parlementaire avant la fin de l'année. L'enjeu est considérable dans la répartition des richesses, le patronat veut se débarrasser à terme du salaire socialisé. Les cotisations sociales représentent encore 59 % du financement de la Sécu pour un montant de 246,62 milliards d'euros en 2011. Par ailleurs, les directions syndicales n'ont aucune intention de se lancer dans une offensive contre la politique du gouvernement et du patronat. Les liens entretenus par une partie des dirigeants syndicaux avec le gouvernement et la solidarité qui en découle rendent plus âpres les débats sur les nécessaires mobilisations contre les conséquences de l'austérité. Même si les illusions sur le gouvernement Hollande-Ayrault étaient maigres et se réduisent au fil des semaines, l'attentisme reste dominant.

5 - Le TSCG est une pièce maîtresse du dispositif des bourgeoisies européennes et de leurs gouvernements de droite ou de gauche, des institutions de l'Union européenne et de la zone euro, afin de conjurer leur crise en imposant partout des politiques d'austérité renforcée, en s'attaquant frontalement aux salariés et aux classes populaires. Selon ce traité, négocié par Merkel et Sarkozy, l'équilibre du budget sera imposé sous le contrôle du FMI, de la BCE et même de la Cour de justice européenne. Jean-Claude Trichet, l'ex-président de la BCE, le dit lui-même : « Si un pays n'applique pas suffisamment les accords, alors les autorités européennes doivent pouvoir prendre le pouvoir dans ce pays ». Hollande veut imposer ce carcan sans débat, par un simple vote à l'Assemblée et au Sénat, avec l'appui de l'UMP. Ce faisant, il trahit ouvertement l'un des rares et timides engagements de sa campagne électorale - ne pas accepter en l'état le traité « Merkozy » mais le renégocier.

Le vote de ce TSCG devient un point de cristallisation des tensions au sein de la gauche gouvernementale, les députés d'Europe Ecologie les Verts ainsi que ceux du Parti Socialiste ont ainsi été sommés de voter pour et de rester dans le rang. Une véritable politique de mise au pas est donc en œuvre, politique qui s'accompagne de la nomination par « en haut » sans réel processus démocratique du nouveau secrétaire du Parti. En effet, c'est bien le « préféré » du Président de la République, du Premier ministre et de la secrétaire sortante, Harlem Désir, qui

sans surprise prend les rênes du PS pour mieux placer celui-ci dans la roue du gouvernement. Alors que la cure d'austérité se profile à l'horizon comme l'indique les derniers discours de Hollande, le pouvoir veut s'assurer qu'aucune contestation, qu'aucune voix dissonante ne viendra de son propre camp.

Le refus de la direction de la CGT d'appeler au 30 septembre ne se fait pas sans tensions internes. De nombreux militants ont fait de la participation à la journée du 30 une première occasion de refuser la politique d'austérité d'Ayrault.

Cette situation donne toute son importance à notre intervention tant sur le plan social que politique, en articulant travail unitaire et apparition autour de nos propositions, pour mettre en œuvre une politique d'opposition à la gauche du gouvernement.

6- Le projet réformiste et institutionnel du Front de gauche se traduit en cette rentrée dans son positionnement politique : « autonomie conquérante » ou « ayant-droit », il se situe en soutien critique au gouvernement. Ainsi les députés du Front de gauche votent le collectif budgétaire en juillet et les contrats de génération il y a quelques jours. Mais dans le même temps son opposition au TSCG, comme certaines déclarations de Mélenchon, font écho au mécontentement réel de son milieu militant et sympathisant. La contradiction est néanmoins évidente entre la politique des directions et les aspirations d'une partie de la base. Le NPA se donne une politique pour agir sur cette contradiction : propositions unitaires d'action dans les luttes sociales et politiques, interpellations, débats et confrontations politiques.

7- Sur tous les terrains, face à ce gouvernement, il faut lutter contre l'attentisme et convaincre que nous n'obtiendrons que ce que nous imposerons.

Contre la ratification du TSCG, le dimanche 30 septembre est la date retenue pour une manifestation unitaire nationale. Par-delà les intentions du Front de gauche, cette initiative constituera de fait la première échéance nationale de mobilisation contre la politique du gouvernement. Son succès encouragerait les mobilisations sur d'autres terrains, en particulier celui de la lutte contre les licenciements et fermetures d'entreprises. C'est pourquoi nous en faisons une échéance de mobilisation nationale pour le NPA en la replaçant dans le cadre de l'ensemble des mobilisations de cette rentrée contre l'austérité, une étape vers un tous ensemble dans la rue. Nous œuvrons dans toutes les villes et départements à la mobilisation unitaire pour des montées massives à la manifestation nationale à Paris (réunions publiques, distributions massives, interpellations des députés...). C'est une bataille que nous menons également dans nos organisations syndicales, puisque les principales confédérations et en particulier la CGT n'ont pas décidé pour l'instant de participer à cette manifestation.

Dans la mobilisation, nous participerons à la manifestation sur nos propres mots d'ordre. Partisans de l'Europe des peuples et des travailleurs, nous dénonçons l'Union européenne, l'Europe des capitalistes. Nous ne reprenons pas à notre compte la demande de référendum.

Nous expliquons le lien entre le rejet nécessaire du TSCG, nos exigences concernant l'annulation de la dette et le refus des politiques mises en place par le pouvoir de gauche. Nous mettons en résonance le rejet de ce traité et le refus du budget de super-austérité que prépare le gouvernement Hollande-Ayrault, ainsi que le combat contre les suppressions d'emplois dans la fonction publique et les plans de licenciements. Cette unité contre le TSCG, doit se poursuivre sur les terrains de l'austérité et de l'emploi pour répondre aux nombreuses attentes clairement affichées par les salariés et unifier leurs luttes en proposant là aussi des initiatives communes.

Le succès de la manifestation nationale du 30 septembre doit donc être un des points de départ d'une mobilisation durable contre l'austérité, qui doit relancer les cadres de mobilisations contre la dette, et qui doit rebondir au moment du vote du budget. Cela s'articule aussi avec les échéances européennes de la gauche sociale et politique (assemblée des mouvements sociaux européens à Florence mi-novembre et d'un contre-sommet européen au printemps 2013 en Grèce).

8- Sur la question de l'emploi, évidemment liée à celle de l'austérité gouvernementale, une première manifestation aura lieu au Mondial de l'Auto le samedi 29 septembre appelée par le

comité de soutien aux Ford Blanquefort. Cet appel particulièrement important pour fédérer constructeurs et sous-traitants est combattu par la Fédération CGT qui organise le même jour un meeting à Aulnay. Cependant, ce meeting rassemblant des salariés de PSA Aulnay, de Sanofi, d'Air France et d'autres entreprises qui connaissent des plans de licenciements sur le 93 peut aussi contribuer à la convergence des luttes et dépasser ainsi l'intention de départ. Quant à Lutte Ouvrière, particulièrement actif dans ce secteur, leur priorité est clairement la mobilisation sur le site d'Aulnay avant toute tentative d'extension et de coordination avec d'autres secteurs et même avec les autres usines du groupe PSA. Nous devons au niveau du NPA tout faire pour que cette première initiative au Mondial soit une réussite, un encouragement pour appeler l'ensemble du monde du travail à unir ses forces contre les licenciements et les suppressions d'emplois dans la perspective d'une journée commune de grève et de manifestation le mardi 9 octobre, en particulier dans le secteur automobile durement touché.

La réussite de la journée du 9 octobre reste évidemment à cette heure une inconnue. Il s'agissait au départ pour la CGT d'une journée de défense de l'emploi industriel, à priori peu mobilisatrice, l'ensemble de la filière automobile étant appelé à manifester à Paris (contrairement aux autres professions qui sont « décentralisées » sur Lyon et Marseille et peut-être Toulouse). Cependant, la CGT métallurgie a dû accepter l'idée d'appeler à une manifestation devant le salon de l'auto pour le secteur auto, avant de rejoindre le cortège de l'ensemble des salariés le mardi après-midi. Des appels à des débrayages sont lancés dans un certain nombre d'entreprises, il reste encore quelques semaines pour contribuer à donner à cette journée un autre contenu et une autre ampleur, et en faire une étape dans la convergence des résistances bien au-delà du seul secteur de l'automobile. Il est important d'élargir le cadre fixé initialement par la CGT de défense de l'emploi industriel, à l'ensemble des secteurs du privé comme du public.

Dans le plan d'austérité du gouvernement les contre-réformes de la santé et de la Sécu prennent une place centrale. La loi HPST est maintenue, la dégradation des hôpitaux publics continue, des soins sont inaccessibles pour une part croissante de la population.

La marchandisation et la privatisation de la santé est en cours dans toute l'Europe. A la suite des conférences européennes d'Amsterdam, Katowice, et Nanterre pour la défense de la santé, un réseau international de syndicats, associations, et partis politique, réseau qui continue à s'élargir, s'est constitué aboutissant à une semaine d'action pour le droit à la santé du 1er au 7 octobre avec des manifestations dans au moins 6 pays. Il s'agit d'une première action concrète pour coordonner les mobilisations en réponse à la destruction des services publics de santé.

En France, le collectif unitaire « Notre santé en danger » regroupant des associations, la coordination des comités de défenses des hôpitaux, Solidaire, la CGT et la FSU (épisodiquement), et les partis de gauche (sauf le PS), organise une première riposte dans le cadre de la semaine d'action européenne. Une manifestation nationale à Paris aura lieu à Paris le 6 octobre. Le NPA, et pas uniquement son secteur « santé-sécu-social », devra participer activement aux initiatives locales et à la manifestation à Paris.

La santé et de la protection sociale devront aussi avoir tout leur place dans la campagne du NPA contre l'austérité. Le lien avec la campagne emploi sera fait en rappelant que plus d'emplois (et de salaires) c'est plus de recettes (de cotisations) pour la Sécurité sociale.

En militant pour que les 29 et 30 septembre, le 6 et 9 octobre et la construction de la suite forment un tout, une seule politique, nous pouvons apparaître comme les militants unitaires de ces initiatives.

Les semaines et les mois qui viennent seront aussi marqués par des mobilisations sur d'autres terrains: mobilisation contre les gaz de schiste et contre le nucléaire, journée contre les violences faites aux femmes, 17 octobre, solidarité internationale... Le NPA participe à toutes ces mobilisations, cherche à les construire dans l'unité la plus large.

Au vu du climat raciste et sécuritaire actuel, le NPA prendra l'initiative de réunion unitaire dans l'objectif d'organiser une campagne et une mobilisation contre l'islamophobie, toutes les formes de racisme et pour l'égalité des droits (régularisation, droit de vote).

9 - Au-delà de ces rendez-vous immédiats mais en les articulant avec ces interventions, nous devons construire une campagne politique du NPA sur la question de l'emploi. Alors que la crise du système entre dans une nouvelle phase marquée par la récession, la question de l'emploi est au cœur des préoccupations : chômage de masse (5 millions de chômeurs), pauvreté encore plus massive (10 millions de pauvres), licenciements et fermetures d'entreprises, non renouvellement des contrats précaires et raréfaction des missions d'intérim, suppressions de postes dans la fonction publique, dégradations et intensification des conditions de travail...

Les « solutions » avancées par les classes dominantes sont pires que le mal auquel elles prétendent remédier. Encore plus de flexibilité, c'est-à-dire de déréglementation et de précarité. A l'échelle de l'Europe, les classes dominantes veulent mettre à profit la crise pour en finir avec un modèle social qu'elles jugent trop protecteur et réduire encore la part des salaires pour reprendre pieds dans la concurrence internationale. Comme il commence à le dire, Hollande veut mettre en œuvre cette flexibilité, si possible avec l'aval des organisations syndicales. Cette offensive est enveloppée dans le baratin sur la croissance qu'il faudrait retrouver grâce à nos efforts afin de renouer avec la prospérité pour tous. Hollande reprend aussi à son compte « l'économie verte » comme possible issue à la crise, mais c'est en réalité l'une des stratégies du capital pour récupérer des taux de profits élevés, en privatisant les écosystèmes et en transformant le « vivant » en marchandise.

La question de l'emploi est bien centrale car le chômage de masse et la mise en concurrence forcenée des salariéEs sont lourds de dangers, de divisions, de nationalisme, de racisme, de sexisme... L'extrême-droite est en embuscade et les premiers actes du ministre de l'intérieur Valls, dans la droite ligne de ses prédécesseurs de droite, apporte de l'eau à son moulin.

Notre réponse doit être globale et s'adresser à toutes et tous, par-delà les divisions entretenues. De plus, il faut mettre en relation nos mesures sur le terrain de la défense de l'emploi, dans le cadre d'une rupture nécessaire avec le système capitaliste, et les questions écologiques, le rejet d'un modèle productiviste incontrôlé.

L'ampleur des attaques et les ripostes qui se développent posent la question du pouvoir patronal, de la mise en cause de la propriété privée des moyens de production. Réquisition, expropriation, nationalisation autant de propositions à mettre en débat comme réponse politiques à la dictature du patronat.

Refuser de payer la crise, c'est refuser de servir de variable d'ajustement. Deux dimensions sont au cœur de notre campagne :

- L'interdiction des licenciements, le refus des suppressions de poste dans les services publics et la lutte contre la précarisation du travail (notamment pour les femmes et dans la jeunesse).
- Le partage du travail, « travailler moins pour travailler toutes et tous dans de meilleures conditions », par une réduction massive du temps de travail, sans perte de salaire, avec embauches correspondantes.

Cette campagne s'inscrit plus généralement dans la défense des mots d'ordre d'un plan d'urgence anticapitaliste, en particulier:

- Un vrai CDI ou statut de la fonction publique pour toutes et tous, création d'emplois dans les services publics, droits et revenu pour les chômeurs/euses...
- Augmentation immédiate des salaires, pensions et allocations sociales, indexation des salaires sur les prix ;
- Contrôle des salariés et de la population concernée sur les comptes et l'activité des entreprises et administrations ;
- Réquisition sous contrôle des travailleurs dans les entreprises qui ferment ou licencient.
- L'accès aux soins gratuits pour tous.

- Le financement de la Sécurité sociale uniquement par les employeurs et le refus des exonérations des cotisations sociales.

Cette campagne autour de ces objectifs et en liens avec les luttes, comme nous l'avons fait pour la campagne des présidentielles implique de reconstruire des relations vivantes et dynamiques entre les comités et la direction.

Elle doit être l'occasion de mettre en œuvre une politique d'intervention plus particulièrement dans les entreprises, les secteurs où les luttes peuvent avoir une influence significative sur le rapport des forces.

Elle doit nous permettre de prendre des initiatives pour la coordination des luttes, avec l'objectif central d'un grand mouvement à l'échelle nationale contre les licenciements et le chômage.

Elle s'accompagne d'un effort d'implantation durable dans les milieux populaires et notamment les lieux de travail.

Elle nécessite l'élaboration d'un matériel régulier, l'organisation de tournées de meetings, de réunions publiques et de boîtes en lutte avec nos porte-parole. Un quatre pages sera mis à disposition avant le 9 octobre.

Des rencontres régionales associant les sympathisants seront organisées pour la mise en œuvre de la campagne.

Dans le journal, nous mettons en place une rubrique spéciale campagne emploi. Une note régulière dans Info CE centralisera les infos et donnera une impulsion à l'organisation sur d'autres terrains, quartiers populaires, universités et lycées.

La CILT sera élargie afin de prendre en charge l'organisation de la campagne emploi. Elle sera chargée, en lien avec le CE de la centralisation des informations sur l'avancement de nos intervention, de la campagne, et les mobilisations.

10 - L'ensemble de notre action trouve sa cohérence dans la perspective globale du combat contre le gouvernement Hollande-Ayrault. Notre objectif demeure celui d'un gouvernement des travailleurs, seul à même de prendre les mesures de rupture avec le capitalisme en faillite qu'impose la situation. Cette perspective est elle-même inséparable de celle de l'Europe des travailleurs, en rupture avec les traités et institutions de l'Union européenne. L'urgence est à réorganiser l'activité économique en fonction non des exigences des banquiers mais des besoins de la population, de la nécessité de préserver les équilibres écologiques. Nécessairement, une politique économique de ce type passe par la remise en place d'un contrôle du commerce extérieur, du mouvement des capitaux, par la rupture avec la BCE.

A ce stade, il n'est évidemment pas possible de donner les contours d'un tel gouvernement. Il n'en demeure pas moins que ce combat est la seule voie pour permettre ne serait-ce que de préserver les acquis que les gouvernements capitalistes, quelle que soit leur couleur politique, s'emploient tous à démanteler.

Notre activité visant à construire une opposition de gauche au gouvernement Hollande-Ayrault se situe dans cette perspective. Nous proposons à toutes les forces de gauche qui ne participent pas au gouvernement, à l'ensemble du mouvement ouvrier, de discuter des moyens d'agir, dans l'unité, pour frapper ensemble à chaque fois que c'est possible et pour construire ensemble une opposition de gauche au gouvernement. C'est l'intérêt de tous. Il ne s'agit pas de masquer les désaccords qui peuvent exister, mais d'en discuter à la lumière des réalités concrètes de la politique du gouvernement, de l'évolution de la crise, des mobilisations et des moyens de leur permettre d'être victorieuses, d'inverser le rapport de force.

C'est au travers de ces discussions, de ces expériences concrètes, et surtout des luttes qui pourront être menée en commun, que se construira l'unité du monde du travail et de celles de ses organisations qui s'opposeront réellement au gouvernement comme à l'offensive capitaliste. C'est cette unité-là qui permettrait de ne pas laisser le Front national continuer à prospérer dans

la période qui vient. C'est de cette manière qu'une opposition à la gauche du gouvernement PS et de ses soutiens pourra voir le jour.

11 - A travers ces différents niveaux d'interventions, que ce soit dans le cadre du travail unitaire ou de notre campagne anticapitaliste propre, le NPA doit maintenant se réorganiser. Au lendemain de la Conférence Nationale de début juillet et de la scission de la Gauche Anticapitaliste, ces prochaines semaines doivent nous permettre de tourner la page et de redéployer notre parti vers l'extérieur dans la lutte contre les politiques d'austérité, tout en le régénérant à l'intérieur.

L'horizon d'un nouveau congrès dans quelques mois nous permet de rouvrir des discussions sur le parti que nous voulons : orientation, stratégie, fonctionnement, organisation, démocratie, direction, presse, etc. Mais sans attendre, il est nécessaire que dès aujourd'hui nous donnons les moyens organisationnels et politiques dans une période difficile mais riche de possibilités et de perspectives. Il s'agit de reconstruire et de développer nos liens organisationnels, notamment les commissions nationales.

Notre dernière université d'été a montré que le parti est prêt à se lancer dans ce patient travail de réorganisation. L'énergie des comités reste vivace malgré les difficultés de la séquence précédente pas encore totalement dépassées. En articulant dans la continuité de l'élection présidentielle une politique offensive pour la construction d'une opposition unitaire de gauche, luttes pour l'emploi, mobilisations contre les mesures racistes et pour l'égalité des droits, l'enjeu est bien de permettre ces prochaines semaines au NPA de rebondir pour permettre au mécontentement, à la révolte du monde du travail et de la jeunesse de trouver une expression politique.

Amendements présentés par la P4 en plénière

1) Point 7, après « Contre la ratification du TSCG, le dimanche 30 septembre est la date retenue pour une manifestation nationale unitaire. Par delà les intentions du Front de gauche », ajouter : « *et le contenu insatisfaisant de l'appel* ». REJETÉ

2) Point 9, vers la fin, après « influence significative sur le rapport des forces » et avant « elle s'accompagne d'un effort d'implantation... », ajouter : « *Elle doit nous permettre de prendre des initiatives pour la coordination des luttes, avec l'objectif central d'un grand mouvement à l'échelle nationale contre les licenciements et le chômage.* » ADOPTÉ

3) Point 10, dans l'amendement Divès/Morsu intégré, ajouter après « Notre objectif est celui d'un gouvernement des travailleurs, seul à même de prendre les mesures de rupture avec le capitalisme », enlever « en faillite qu'impose la situation » et ajouter : « *et avec les institutions, en s'appuyant sur l'auto-organisation des travailleurs* ». REJETÉ

4) Point 10 : enlever les différentes occurrences de l'expression « opposition de gauche au gouvernement ». REJETÉ